Mobilisations du 24 octobre : l'extrême droite a provoqué les manifestants sous le regard de policiers

Dans plus d'une dizaine de villes, des groupuscules ont organisé des opérations visant les manifestants contre la vie chère. Auprès de « Mediapart », des maires interrogent la passivité de la police. Le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, demande aux préfets concernés de saisir la justice.

Antton Rouget

25 octobre 2026 à 19h10

Cagoules sur la tête, brassard blanc au bras, les néonazis français avaient coché la date du samedi 24 octobre dans leurs agendas. De Nice à Nancy, en passant par Tours, Dijon, Montpellier, Toulouse, Caen, Lyon, et d'autres villes encore, les témoignages s'accumulent sur les descentes organisées par des groupuscules d'extrême droite en marge de la nouvelle journée de mobilisation sociale.

S'abritant parfois derrière une prétendue *« défense des commerçants »* en réaction aux importants pillages du samedi précédent, ou s'affichant d'autres fois beaucoup plus ouvertement (des saluts nazis ont été aperçus à Clermont-Ferrand et Lyon), les militants d'extrême droite ont attaqué les protestataires, bénéficiant d'une mansuétude de la part des forces de l'ordre qui interroge élu·es et acteurs du mouvement social.



Affrontements entre des groupes d'ultradroite et des manifestants dans les rues de Nice, en marge de la mobilisation du 24 octobre 2026. © Photo Dylan Meiffret / Nice Matin / PhotoPQR via MaxPPP

Dans plusieurs vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ou collectées par *Mediapart*, des petits groupes d'hommes en noir frappent ou lancent des projectiles devant les forces de l'ordre, qui ne réagissent pas, sinon pour charger les manifestants en face. C'est notamment le cas à Rouen, où des militants identitaires ont déclenché des violences contre des jeunes manifestants dans le quartier du palais de justice avant d'être protégés par la police, comme l'a révélé *Blast* dans une enquête vidéo.

« De nombreux Rouennais sont scandalisés, comme moi, par ces images », réagit auprès de *Mediapart* le maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, qui a demandé des explications au préfet de Seine-Maritime, dimanche 25 octobre. Également sollicité, ce dernier n'a pas répondu à nos demandes d'entretien sur l'attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des identitaires.

La semaine précédente déjà, des membres de l'extrême droite locale, parmi lesquels un prestataire du Rassemblement national (RN), avaient attaqué des manifestants en marge de leur défilé annuel. *« Quasiment personne n'en a parlé »*, regrette Nicolas Mayer-Rossignol. *« À ma connaissance, il y a eu un blessé grave, mais là non plus, je n'ai pas de nouvelles »*, ajoute le maire, qui *« observe une recrudescence des discours racistes, comme à Trappes, Lyon ou Montpellier »*.

Le maire de Montpellier saisit la justice

Dans la capitale de l'Hérault, des scènes similaires à celles de Rouen ont vivement fait réagir le maire de la ville, Michaël Delafosse. « *Une milice d'extrême droite a fait usage de la violence contre des manifestants hier dans les rues de Montpellier. En République, personne ne peut faire usage de la violence contre autrui. Je condamne ces agissements avec force et demande à ce que la justice enquête et interpelle les auteurs. Il ne peut y avoir la moindre impunité* », a réagi l'élu socialiste sur son compte X.

Dans la rue de la Loge, artère historique de la ville, des militants d'extrême droite s'en sont donné à cœur joie contre des groupes de contestataires. Comme pour ce jeune homme roué de coups après avoir eu le malheur de les traiter de « *fachos* ». « *Ils l'ont attaqué à cinq, autour de 19 heures* », témoigne une de ses amies, vidéo à l'appui. La jeune femme ajoute : « *Avant et après qu'ils s'en prennent à mon ami, on les a vus discuter avec les CRS, on a donc préféré partir vite.* »

D'autres images diffusées sur les réseaux sociaux montrent, dans la même rue mais un peu plus tôt, les mêmes hommes s'en prendre, déjà, à un groupe de manifestants… avant d'être suppléés par une charge des CRS.

D'après son entourage, le maire Michaël Delafosse a effectué un signalement au procureur de Montpellier. Un débriefing doit également être organisé en préfecture en début de semaine prochaine pour obtenir des réponses sur la stratégie de maintien de l'ordre. Interrogés, les services de la préfecture ne nous ont pas répondu.

À Nancy, la police laisse faire

Les mêmes questions subsistent au lendemain de la manifestation de Nancy, où comme à Montpellier et Rouen le préfet avait de surcroît pris un arrêté contre tout attroupement.

La préfecture de Meurthe-et-Moselle reconnaît auprès de *Mediapart* que « *des tensions entre plusieurs groupes de manifestants ont été observées de manière marginale et très ponctuelle* », mais elle affirme que les « *individus concernés ayant dissimulé leur visage, leur identification formelle n'est toutefois pas possible à ce stade* ». Comment aurait-il pu en être autrement alors que les forces de l'ordre n'ont même pas procédé à un simple contrôle d'identité ?

Des vidéos obtenues par *Mediapart* (voir ci-dessous) montrent pourtant qu'elles auraient non seulement pu tout à fait le faire, mais surtout que les policiers étaient aux premières loges des violences commises par les militants d'extrême droite.

La scène a été filmée un peu avant 17 heures par un riverain rue du Pont-Mouja, voie piétonne du centre-ville de Nancy. On y voit des individus cagoulés, pour certains avec des brassards blancs, jeter des projectiles en direction des manifestants. Un escadron de gendarmes mobiles se situe alors juste derrière les assaillants, à une vingtaine de mètres.

Une minute plus tard, les gendarmes mobiles déclenchent une charge en direction des manifestant·es. Les gendarmes dépassent le groupe d'hommes cagoulés, sans interpeller quiconque ni même procéder à un contrôle d'identité. Une fois derrière le cordon de gendarmes mobiles, les hommes cagoulés applaudissent les militaires. Relancée sur cette scène saisissante, la préfecture n'a pas répondu.

Dans une déclaration écrite transmise à *Mediapart*, le maire socialiste Mathieu Klein dénonce les « *dizaines de militants de l'ultradroite [qui] ont sévi hier à Nancy, comme dans d'autres villes françaises* », rappelant que « *la République rejette les milices privées et les groupes de défense autoproclamés* ».

« *Les forces de l'ordre sont sous le seul commandement de l'État et j'ai redit hier au préfet de Meurthe-et-Moselle que la présence des groupes d'ultradroite en action dans les rues de la ville n'était pas tolérable* », insiste l'édile, rejetant « *cette idéologie de haine [qui] cherche par tous les moyens à ravaler la façade de l'extrême droite politique, prétendant aujourd'hui porter assistance aux victimes des désordres et violences urbaines* ».

« *Finalement, ce que nous avons vu hier, c'est leur violence et l'affrontement au cœur de la ville, au mépris de la sécurité des habitants* », insiste encore le maire de Nancy.

Des saluts nazis à Lyon et Clermont-Ferrand

À Lorient (Morbihan), des prétendus *« défenseurs des commerçants »* ont également défilé en centre-ville, revendiquant dans des messages internes consultés par *Mediapart* une coordination avec des *« policiers »*. Interrogée à ce sujet, la préfecture n'a pas répondu.

À Tours (Indre-et-Loire), le maire écologiste Emmanuel Denis se montre lui aussi inquiet. *« Un groupuscule d'extrême droite était présent hier en ville pour "protéger la basilique Saint-Martin". Ils se sont montrés aussi au lendemain ou surlendemain de la manifestation du 17 octobre »*, indique-t-il, précisant qu'il alerte *« le préfet à chaque fois que possible »*. *« J'ai bon espoir qu'il interdise cette année leur défilé aux flambeaux pour la fête de Saint-Martin »*, un rassemblement annuel des identitaires qui a lieu au mois de novembre, ajoute-t-il. Sollicités, les services de l'État en Indre-et-Loire n'ont pas commenté. Même silence dans le Rhône ou le Puy-de-Dôme, où des identitaires ont été aperçus à Lyon et Clermont-Ferrand faisant des saluts nazis.

À Dijon, la préfecture de Côte-d'Or confirme à *Mediapart « avoir dû gérer un incident entre des individus ayant pris part à un rassemblement contre la vie chère et des membres de l'ultradroite, mais n'ayant aucun lien avec la défense des commerçants »*. D'après les services de l'État, ce groupe était constitué de supporters qui sortaient d'un match du Dijon Football Côte-d'Or (DFCO). Ce que confirme auprès de *Mediapart* la maire socialiste Nathalie Koenders : *« sur les caméras, on a vu ce groupe quitter le stade et se rendre vers un bar du centre-ville »*.

Selon les services de la préfecture, tandis qu'une *« vingtaine de membres de ce groupe de l'ultradroite ont rencontré des manifestants »*, *« des menaces et jets de projectiles réciproques ont eu lieu »*, conduisant les forces de l'ordre à *« intervenir pour les séparer »*. Une enquête aurait depuis été ouverte par le parquet, annonce la préfecture dijonnaise.

> Le ministère de l'intérieur estime que dans une dizaine de villes, « des groupes de militants d'ultradroite ont été vus » et « ont cherché l'affrontement avec les militants d'ultragauche ».

À Nice (Alpes-Maritimes), où les vidéos d'affrontements liés à l'extrême droite ont été largement diffusées, onze hommes ont été interpellés dans le cadre d'une enquête de flagrance, a annoncé le parquet à l'AFP. *« Interpellés dans deux véhicules, certains étaient en possession de masques, gants, gazeuses et matraques. Sur ces onze individus, cinq sont déjà connus des services de police »*, a ajouté le parquet, expliquant que leur interpellation a eu lieu avant les faits de violence.

La veille, la préfecture des Alpes-Maritimes avait indiqué qu'*« une centaine de militants d'ultradroite masqués ont convergé vers le centre-ville pour affronter physiquement les manifestants »*, précisant que *« les forces de sécurité ont manœuvré tout l'après-midi pour empêcher les deux groupes de se rencontrer »*. Les images des affrontements ont conduit le maire Éric Ciotti, allié de Marine Le Pen, à *« condamner avec la plus grande fermeté les agressions commises par des militants d'ultradroite contre les manifestants du cortège pacifique »*. *« Rien ne peut justifier de tels actes, et leurs auteurs devront en répondre devant la justice, comme les nervis d'extrême gauche ! L'ordre doit régner dans la rue, pour assurer la sécurité de tous »*, a-t-il ajouté.

L'accumulation des vidéos et témoignages sur l'ensemble du territoire témoigne d'une dynamique nationale et d'actions coordonnées.

Également sollicité, le ministère de l'intérieur reconnaît que dans une dizaine de villes *« des groupes de militants d'ultradroite ont été vus »*. *« Ils se sont donné pour mission de protéger les commerces et plus fréquemment en réalité ont cherché l'affrontement avec les militants d'ultragauche »*, a observé la Place Beauvau, qui affirme que les forces de l'ordre sont *« généralement »* intervenues, *« soit pour disperser ces groupes, soit pour éviter des affrontements entre les groupes antagonistes »*.

Le ministère indique que si les *« militants d'ultradroite n'ont pas systématiquement été interpellés »*, ce choix ne résulte pas d'une consigne mais du *« contexte très dur de gestion de l'ordre public »*. Depuis, Laurent Nuñez a demandé aux *« préfets de saisir la justice aux fins de solliciter des suites judiciaires sur la notion de groupes constitués en vue de commettre des violences ou dirigées contre certains de ces individus en cas de violences caractérisées aux personnes »*. *« Des conséquences administratives »*, comme des procédures de dissolution, pourraient en découler, indique

à *Mediapart* la Place Beauvau.

Antton Rouget

Vous avez une information ?

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau